



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement pour une durée de 7 ans et demi et autorisation d'extension à la société GRANULATS VICAT pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rehainviller

n° 2023-0991
AIOT : 0006208402

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2008-631 du 1^{er} décembre 2009, modifié par arrêtés complémentaires 2016-1496 du 27 avril 2017, 2022-0927 du 09 janvier 2023, autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rehainviller ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2024-0199 du 08 août 2024 portant prolongation de 24 mois de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires à la société GRANULATS VICAT sur le territoire de la commune de Rehainviller ;
- Vu** le rapport de l'inspection référencé CM/NW/0529-2024 du 16 avril 2024 actant l'instruction de la cessation partielle adressée par courrier du 05 juillet 2022 ;
- Vu** la demande en date du 05 décembre 2023, complétée le 19 décembre 2024, relative au renouvellement et à l'extension de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rehainviller déposée par la société GRANULATS VICAT ;
- Vu** la décision 2024-0117 du 22 avril 2024 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas et actant la non-soumission à évaluation environnementale de ce projet de renouvellement et d'extension ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées 683-2025 du 10 septembre 2025 proposant l'organisation d'une consultation du public selon les modalités de l'article L.123-19-2,
- Vu** l'avis d'ouverture en date du 16 septembre 2025 de la consultation publique du 24 septembre au 09 octobre 2025 inclus :

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025-1150 en date du 27 novembre 2025 ;

Considérant que la demande de renouvellement et d'extension de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert portée par la société GRANULATS VICAT à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courriel en date du 05 décembre 2023 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à engendrer de nouveaux impacts et à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande n'a fait l'objet d'aucune observation lors de la consultation du public ;

Considérant que cette demande de renouvellement et d'extension nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Rehainviller ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rehainviller, octroyée à la Société GRANULATS VICAT par l'arrêté préfectoral 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié est prolongée jusqu'au 1^{er} juin 2033 afin de poursuivre l'extraction de la carrière.

Article 2 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 01 décembre 2009 modifié est remplacé par :

« Article 1

La société GRANULATS VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges – Les trois vallons – 38 080 L'isle-d'Abeau, est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur la commune de Rehainviller sur le périmètre suivant :

| Commune | Lieu-dit/ section | Parcelle | Surface autorisée | Surface sollicitée à l'extraction |
|----------------|----------------------|----------|-------------------|--------------------------------------|
| Rehainviller | Haut des Chaux | ZA 75 | 40a 16 ca | 17 a 44 ca |
| | | ZA 76 | 49 a 20 ca | 43 a 08 ca |
| | | ZA 77 | 71 a 20 ca | 67 a 09 ca |
| | | ZA 78 | 29 a 20 ca | 9 a 56 ca |
| | | ZA 640 | 11 a 94 ca | 2 a 54 ca |
| | | ZA 292 | 3 ha 69 a 46 ca | 2 ha 72 a 16 ca |
| Surface totale | | | 5 ha 71 a 16 ca | 4 ha 11 a 87 ca |
| | | | | |

La surface du gisement exploitable est de 41 187 m², une bande de 10 m de large minimum étant maintenue inexploitée en périphérie et l'ancienne carrière étant maintenue en l'état inexploité.

Le volume de gisement exploitable est estimé à 113 500 m³, soit 227 000 tonnes au maximum.

Un exemplaire des plans cadastraux joint au dossier de demande de renouvellement et d'extension est annexé au présent arrêté.

L'autorisation a une durée de 24 ans et demi qui inclut la remise en état.

La présente autorisation est renouvelable dans les formes prévues à l'article L.512-2 du Code de l'environnement. »

Article 3 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 01 décembre 2009 modifié est remplacé par :

« Article 2

Les activités autorisées sont visées aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

| Rubrique | Intitulé de la rubrique | Volume d'activité | Régime |
|----------|--|---|--------|
| 2510.1 | Exploitation de carrière | 30 000 t/an | A |
| 2517.2 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² | Superficie de l'aire de transit : 5 000 m ² | D |

A : autorisation-D : déclaration »

Article 4 : Plans de phasage

L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 01 décembre 2009 modifié est remplacé par :

« Article 7.1

En fin d'exploitation, la société GRANULATS VICAT remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

La remise en état des lieux est précisée dans le plan de réaménagement final et par les plans de phasage figurant dans le présent arrêté et sera faite conformément aux dispositions présentées dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension, objet du présent arrêté. »

Article 5 : Garanties financières

Le montant des garanties financières fixées par phase quinquennale à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation est modifié et remplacé comme suit :

- première phase : **34 400 €**
- deuxième phase : **35 000 €.**

Article 6 : Mesures ERC

L'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié est complété par les dispositions suivantes :

« Article 16 : Mesures d'évitement, de réduction et de suivi

Les mesures d'évitement et de réduction suivantes sont mises en œuvre telles que décrites dans le dossier, dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Mesures d'évitement

ME1 – Réduction de la zone d'exploitation sollicitée

Une zone de 2,2 hectares est soustraite à l'exploitation. Cette zone ne peut plus faire l'objet d'aucune exploitation. Cette zone est définie sur le plan joint en annexe.

ME2 – Exploitation par phase et réaménagement coordonné

Afin de réduire l'impact de la perte d'habitats de chasse et de reproduction pour la faune, les décapages puis l'extraction sont réalisés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation selon plusieurs phases et sous-phases décrites dans le plan de phasage figurant en annexe 2 du présent arrêté. De plus, le réaménagement (et notamment le remblaiement) des zones exploitées est réalisé lui aussi de façon coordonnée avec l'avancement de l'exploitation.

Le protocole d'exploitation et de remise en état agricole en 5 étapes est appliqué et adapté au réaménagement prévu dans le cadre du renouvellement et de l'extension avec mise en place d'une prairie.

ME3 – Préservation de la population de Crapaud calamite

L'exploitant veille à ce qu'aucune zone de ponte risquant d'être détruite par l'exploitation ou la circulation d'engins ne soit présente sur le site en période de reproduction.

Mesures de réduction

MR1 – Maintien d'un front de taille pour les Hirondelles de rivage

En période de nidification (au minimum de début mars à septembre inclus), un front de taille favorable aux Hirondelles de rivage est maintenu, selon les caractéristiques décrites dans le dossier, dont notamment :

- une longueur minimale de 50 mètres,
- une hauteur minimale de 5 mètres,
- une localisation en bordure nord-ouest et une orientation vers le sud.

À cet effet, le phasage 1a/1b est adapté au transfert du front depuis l'emplacement actuel jusqu'à l'emplacement définitif, sous contrôle d'un écologue. L'espace est dégagé sur au moins 50 mètres devant le front et aucune plantation d'arbre ou de haie n'est effectuée dans un rayon de 50 mètres autour des terriers.

MR2 – Préservation de la population de Crapaud calamite

Afin de réduire les risques d'écrasement, des dépressions humides favorables au Crapaud calamite sont conservées ou créées dans la carrière, balisées et protégées de toute destruction, afin de proposer des sites de reproduction favorables au maintien de la population locale en période de reproduction (au minimum de début mars à septembre inclus). En parallèle, l'année suivant l'obtention de l'autorisation, un chapelet de 3 mares d'une surface totale d'au moins 120 m² est creusé dans le délaissé périphérique Est.

Enfin, 2 mares sont ajoutées en fin d'exploitation en zone Est (cf plan de réaménagement en annexe 3).

MR3 – Gestion des délaissés périphériques de l'extension Est

Sur le délaissé périphérique Sud, une haie arbustive est plantée côté nord afin de ne pas dégrader le potentiel d'accueil pour les reptiles (voir également mesure A2).

Le délaissé périphérique Nord est maintenu ouvert (pas de plantations de ligneux) afin de conserver la bonne exposition du talus au soleil. Aucun dépôt ni circulation d'engin n'intervient sur ce délaissé périphérique Nord. **Il est conservé enherbé avec maintien de la station de Trèfle incarnat.**

Cette gestion est à mettre en œuvre dès l'obtention de l'autorisation d'exploiter.

MR4 – Arrachage des pieds de Vergerette annuelle

La station actuelle de Vergerette annuelle est arrachée manuellement entre mai et octobre de l'année suivant l'obtention de l'autorisation d'exploiter. Les déchets végétaux issus de cet arrachage sont exportés vers un centre de traitement de déchets de matières végétales adapté. Une veille de la station est réalisée tout au long de l'exploitation du site.

MR5 – Veille de l'implantation et du développement des espèces végétales invasives

Un suivi régulier de présence d'espèces exotiques envahissantes de flore sur le site est réalisé par un écologue et, si besoin, des actions d'élimination sont immédiatement entreprises tout au long de l'exploitation et jusqu'à 3 années après la cessation d'activité (voir également les modalités de suivi).

MR6 – Prise en compte des périodes de sensibilité de la faune

Les décapages ont lieu de début octobre à février inclus et peuvent être avancés à septembre après validation par un écologue

Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement résumées ci-dessous sont à mettre en œuvre telles que décrites dans le dossier, dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

MA1 – Verger conservatoire

Un verger conservatoire (principalement composé de pommiers, mirabelliers, cerisiers et poiriers) est planté dès le début de la seconde phase (n+6) et tout au long du réaménagement de cette zone. Positionné tel que décrit sur le plan de réaménagement, les arbres sont plantés à une distance moyenne de 10 mètres les uns des autres ; dans la zone ouest et dans le respect de la zone dégagée de 50 mètres en avant du front à hirondelles ne sont plantés que des mirabelliers, moins hauts et denses que les autres fruitiers.

MA2 – Plantation de haies

Dès le début de l'exploitation, un linéaire de 400 m de haies est planté sur le délaissé périphérique Sud et, en complément, un linéaire de haies supplémentaire (210 m) est planté à l'intérieur de la zone, conformément au plan de réaménagement final.

Ces haies sont constituées d'essences locales qui ne sont pas des espèces exotiques envahissantes. Les plants mesurent a minima 40 centimètres de haut pour les essences arbustives et 60 cm de haut pour les essences arborées (qui sont distantes entre-elles d'une dizaine de mètres). Ils sont espacés de 1,2 mètres sur chaque rangée, disposés en quinconce sur 3 rangées espacées entre-elles de 1 mètre. La haie est bordée d'un ourlet herbacé d'une largeur de 1,50 mètre minimum de part et d'autre des rangées les plus à l'extérieur de la plantation. Si nécessaire, une fauche tardive (à partir de septembre) est à réaliser durant les 3 premières années pour favoriser la reprise des plantations.

Durant les 2 années suivant la plantation, un remplacement systématique des plants non repris est effectué. L'objectif est d'atteindre un taux de reprise de 80 % des plants à trois ans de leur plantation.

MA3 – Mise en place d'une prairie fleurie

À l'issue du réaménagement, une prairie mellifère à destination de l'entomofaune est semée sur l'ensemble de la zone sollicitée. Elle est constituée à partir de semences sauvages locales et fauchée annuellement de façon à favoriser le re-semis des annuelles et à maintenir la densité de vivaces et aucun amendement n'est possible.

MA4 – Création d'habitats favorables aux reptiles

Afin de favoriser la population de reptiles (Lézard des souches en particulier), les talus sableux créés lors de l'exploitation ne sont pas recouverts de terres végétalisées au moment du réaménagement et sont laissés en libre évolution. À l'issue de l'exploitation, environ 900 m de talus sont disponibles pour les populations de lézards.

De plus, trois pierriers (20 m de long sur 5 m de large chacun) répartis sur la longueur du talus périphérique Nord sont aménagés et constituent des habitats supplémentaires pour les reptiles, au plus tard au moment du réaménagement final.

L'ensemble des mesures d'accompagnement est conforme au plan de réaménagement figurant dans le présent arrêté.

Modalités de suivi

MS1 – Flore

L'application de la mesure de surveillance du développement et de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes de flore implique une veille par le personnel de la carrière mais également une recherche biennale de ces espèces par un écologue avec, le cas échéant, l'établissement et la mise en œuvre des moyens de lutte adaptés à la situation et donc fonction de l'espèce concernée, de l'importance de la population, de la situation stationnelle.

MS2 – Avifaune

Un suivi de la population d'Hirondelles de rivage est réalisé par un écologue chaque année pendant la période d'exploitation à raison de deux passages par an (de début avril à juin inclus).

Le suivi permettra de suivre l'évolution de cette population et la bonne fonctionnalité de l'aménagement en vérifiant l'installation effective de la colonie sur le front de taille.

Ces suivis se poursuivent après le réaménagement à raison d'un passage tous les deux ans (années N+1 et N+3 suivant le réaménagement).

En fonction des résultats, et pour permettre une meilleure efficacité de la mesure relative au front de taille favorable aux Hirondelles de rivage, une adaptation des mesures de gestion peut être apportée.

MS3 – Herpétofaune

Un suivi de la population de Crapaud calamite est réalisé par un écologue chaque année pendant la période d'exploitation à raison de 2 passages nocturnes par an (de début avril à juin inclus).

Le suivi permet de contrôler le maintien de la population et la bonne fonctionnalité des aménagements créés (dépressions et mares).

Un passage supplémentaire à la fin de chaque hiver (fin février / début mars) est prévu afin de contrôler l'état des mares et le balisage des points d'eau « réservés » à l'espèce.

Ces suivis se poursuivent après le réaménagement à raison d'un passage tous les deux ans (années N+1 et N+3 suivant le réaménagement). En fonction des résultats, et pour permettre une meilleure efficacité des mesures favorable à l'herpétofaune, une adaptation des mesures de gestion peut être apportée.

MS4 – Entomofaune

Un suivi entomologique est réalisé afin de contrôler la fonctionnalité des habitats, en particulier pour les abeilles solitaires, grâce à 3 passages (mai-juin-juillet) permettant d'évaluer l'état des populations présentes. Ces suivis sont réalisés tous les 2 ans, pendant la période d'exploitation et après le réaménagement (années N+1 et N+3 suivant le réaménagement).

L'ensemble de ces suivis fait l'objet d'un compte-rendu détaillé, transmis au service de l'État chargé de la protection des espèces, avant le 31 mars de l'année suivant chaque campagne de suivi. Ce compte-rendu analyse également la bonne mise en œuvre des mesures prescrites, la fonctionnalité des habitats créés et propose des mesures correctrices si nécessaire. En outre, il décrit quantitativement et qualitativement les populations d'espèces protégées suivies et leur évolution au cours du temps. Il doit permettre de déterminer dans quelle mesure la biodiversité locale se maintient bien. »

Article 7 :

L'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié est complété par les dispositions suivantes :

Article 17 : Suivi des mesures

L'ensemble des suivis figurant à l'article 16 fait l'objet d'un compte-rendu détaillé, transmis au service de l'État chargé de la protection des espèces, avant le 31 mars de l'année suivant chaque campagne de suivi. Ce compte-rendu analyse également la bonne mise en œuvre des mesures prescrites, la fonctionnalité des habitats créés et propose des mesures correctrices si nécessaire. En outre, il décrit quantitativement et qualitativement les populations d'espèces protégées suivies et leur évolution au cours du temps. Il doit permettre de déterminer dans quelle mesure la biodiversité locale se maintient bien.

Article 18 : Transmission des données brutes de biodiversité

L'exploitant doit contribuer à l'inventaire du patrimoine naturel selon l'article L. 411-1 A du Code de l'environnement. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice créé par l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommées « dépôt légal de données de biodiversité ». Les maîtres d'ouvrages publics ou privés bénéficiant d'une dérogation à la réglementation liée aux espèces protégées (L. 411-2 du Code de l'environnement) sont concernés par cette obligation de versement.

Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mis en œuvre. Les données devront être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée).

Les données alimenteront la plateforme DepoBio avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 31/03 de l'année suivant la collecte des données.

Suite au dépôt des données de biodiversité effectué sur la plateforme, un certificat de dépôt est automatiquement généré et téléchargeable. Ce certificat de dépôt sera transmis à la DREAL en même temps que les rapports de suivi. »

Article 8 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 10 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GRANULATS VICAT

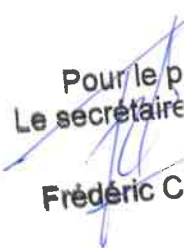
et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Rehainviller

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **23 DEC. 2025**

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Frédéric CLOWEZ

ANNEXE 1 de l'arrêté préfectoral 2023-0991

Mesure d'évitement – Lézard des souches



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

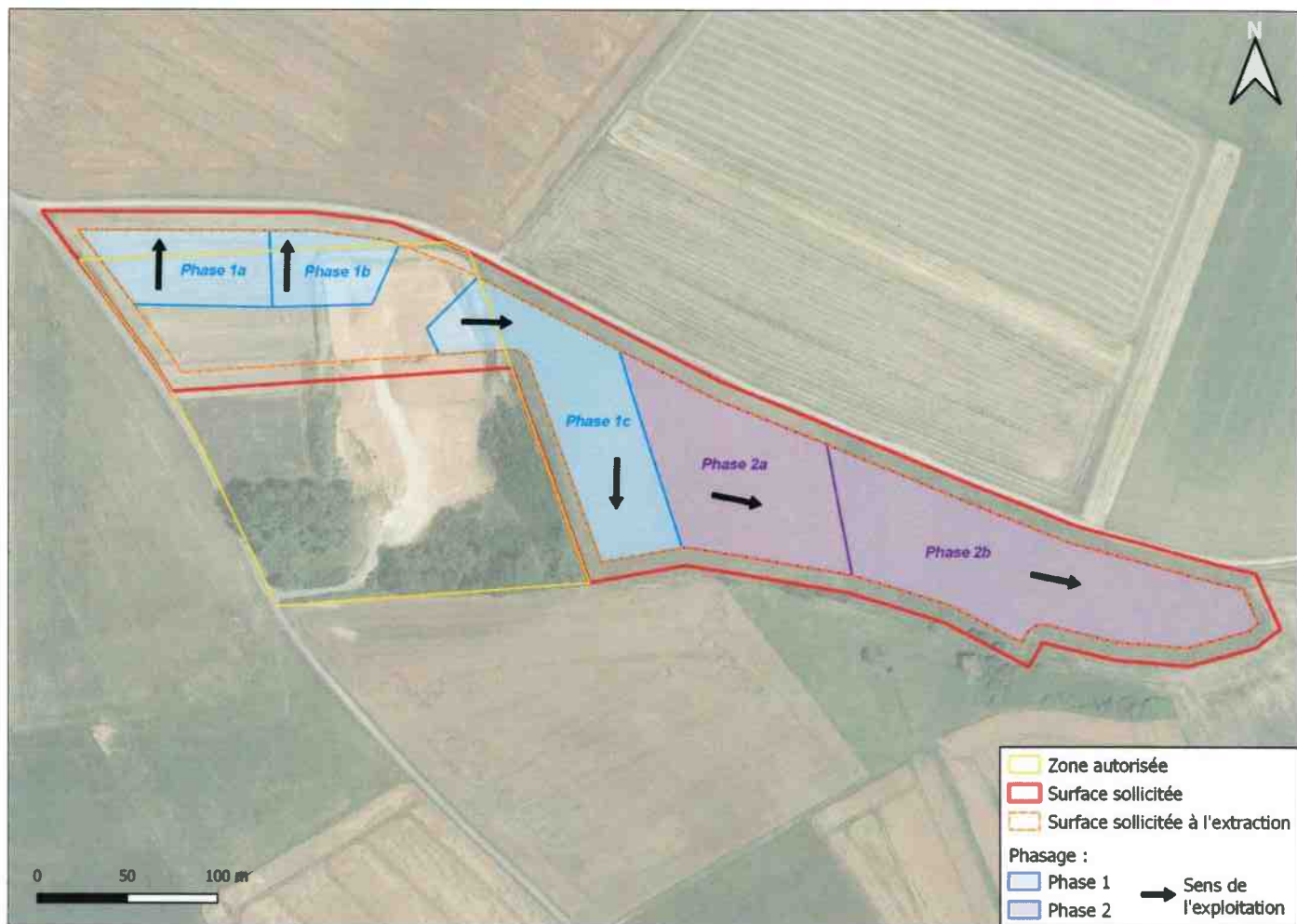
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY, le 23 DEC. 2025

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ

ANNEXE 2 de l'arrêté préfectoral 2023-0991

Plan de phasage



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

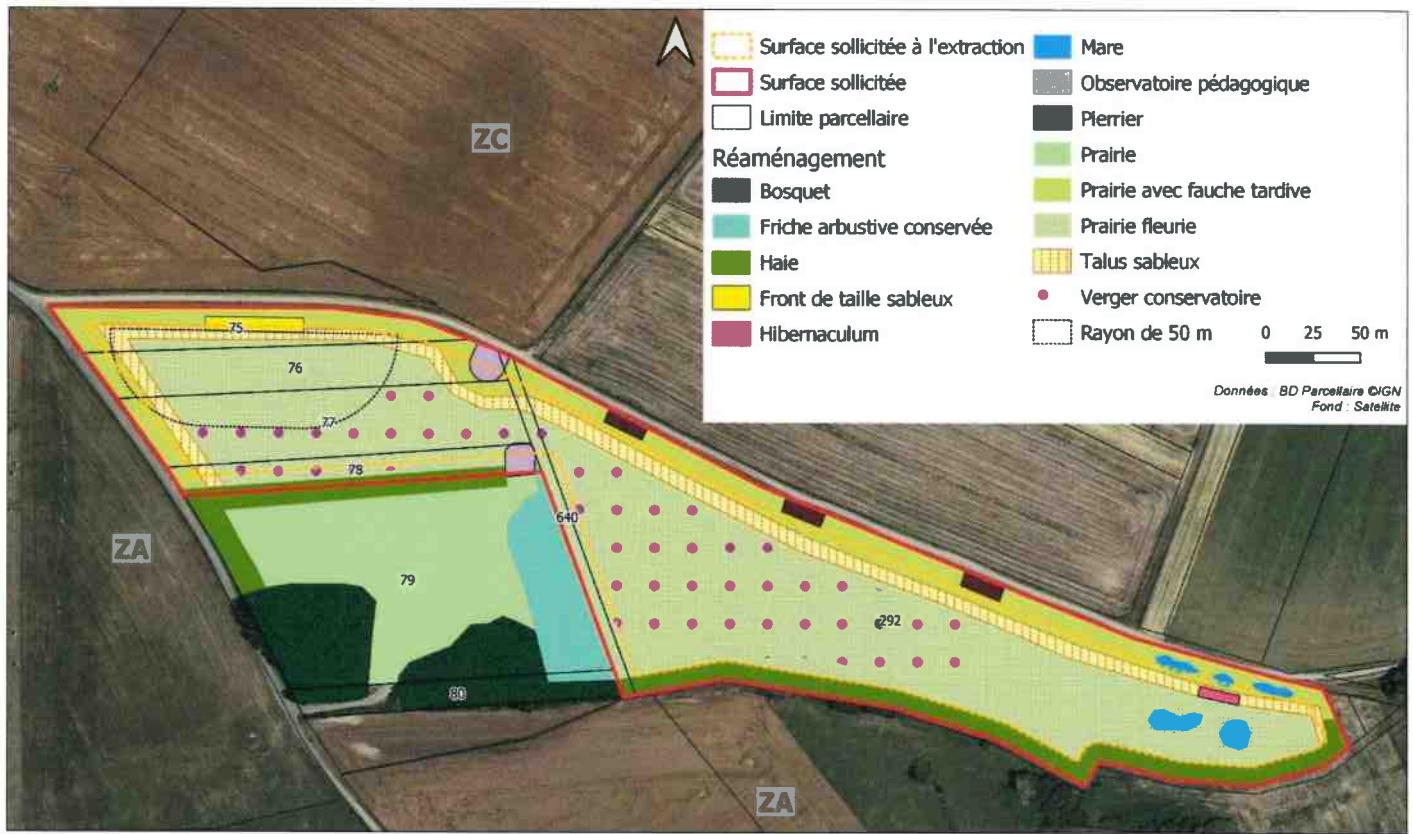
NANCY, le 23 DEC. 2025

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

ANNEXE 3 de l'arrêté préfectoral 2023-0991

Plan de réaménagement



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le 23 DEC. 2025

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ